



Colloque du 40^{ème} anniversaire du Cerat (CNRS) — Les " sciences " de l'action publique : genèses, pratiques, usages.

28-29-30 septembre 2004

Colloque organisé à l'IEP de Grenoble par l'UMR Pacte-Cerat, l'IEP de Grenoble, le CNRS et l'Association Française de Science Politique (AFSP)

Présentation du colloque

Quelle place les savoirs produits par la science politique tiennent-ils dans le gouvernement des hommes et des territoires ? Comment ces outils d'analyse sont-ils mobilisés concrètement par les pouvoirs publics ou les groupes d'intérêt ? Par qui sont-ils certifiés et sous quelles conditions ? En retour, quelle incidence a cette instrumentalisation sur la nature et le statut des laboratoires où s'élaborent ces conceptualisations politiques ? Dans l'Europe contemporaine, jamais ces questions n'ont paru si sensibles. Il est vrai qu'une véritable industrie des " études " et " expertises " s'est développée. Longtemps cantonnée à la fonction Recherche des administrations nationales, là voilà qui s'organise dans et autour des institutions européennes : Conseil de l'Europe, Commission, Banque centrale européenne, Parlement, Cour de Justice, etc.

Phénomène entièrement nouveau ? Sans doute pas. " Le grand instrument de la supériorité de l'administration bureaucratique est le savoir spécialisé " : la formule de Max Weber le dit à sa manière. Que la recherche scientifique participe des processus de régulation publique est un fait ancien. Pourtant les formes prises par cette " participation " appellent de nos jours une réflexion spécifique. Invoquées ou contestées, elles sont au cœur des controverses sur les façons d'administrer la Cité. Défendues par les uns comme un garde-fou contre la démagogie et le populisme, elles sont attaquées par les autres comme mettant en péril les règles de la représentation politique. Voire comme une manière de " confisquer " la décision publique.

Derrière ce débat, une question se pose : comment les savoirs de l'action publique hérités des Trente Glorieuses se sont-ils recomposés notamment sous la double action de l'eupérianisation des politiques publiques et de la redéfinition du rôle de l'Etat face au marché ? Quelles figures du pouvoir sont associées à cette transformation fondamentale, celle du passage d'un monopole étatique à une pluralité de systèmes d'action publique, celle de rapports renouvelés entre ingénierie de gouvernement, sciences sociales et action politique.

Tels sont les enjeux que le colloque du 40^{ème} anniversaire du CERAT se propose d'analyser en invitant témoins et spécialistes, commanditaires et chercheurs à confronter leurs points de vue. Le recours à l'expertise, le phénomène de la commande publique, la constitution de Comités de sages, la multiplication des organismes de conseil et de prévision, l'essor des budgets de Recherche et développement : autant de questions sensibles qui invitent à penser ce que la " science " fait aujourd'hui de l'action publique. Mais aussi ce que l'action publique fait de la " science " qui participe à son déploiement.

Programme du colloque

Mardi 28 septembre 2004

9h00

Accueil des participants

Ouverture du colloque-anniversaire

**Par Jean Leca, Président de l'Association Française de Science Politique (AFSP)
Par Pierre Bréchon, Directeur de l'IEP de Grenoble**

Introduction générale

Par Olivier Ihl, professeur de science politique

9h30-12h30

La managérialisation de l'Etat

Confrontés à des défis qui leur sont pour partie communs, les États ont en Europe engagé, à des degrés différents, des mouvements de réformes administratives. Une " modernisation " qui s'effectue très largement au nom d'un impératif managérial. Avec de nombreuses initiatives sur le terrain scientifique : revues nouvelles, réorientations ou créations de centres de recherche, colloques, *think tanks*... Quels liens ont ces dernières avec les formes nouvelles prises par l'action publique : promotion d'une gestion de " résultats " ; planification stratégique ; contractualisation ; sous-traitance aux secteurs privé et associatif ; développement d'"agences de qualité" ; " approche " participative " ; revendication d'une " coproduction " de l'action publique... ?

Présidence : Philippe Warin, Directeur de Recherche, PACTE/CERAT-CNRS

Robert FRAISSE (Commissariat Général du Plan)

L'avenir, objet de la réflexion publique

Jean-Pierre GALLAND (Direction de la Recherche du Ministère de l'Équipement, chercheur au LATTS-CNRS)

Animer la recherche dans un ministère : retour sur quinze ans de pratique

André BRUSTON, (Ancien Secrétaire Permanent du Plan Urbain, Fondation des villes)

Une expérience de commanditaire public : les recherches sur la ville

André GAURON (Conseiller-maître Cour des Comptes)

L'Etat, de la modernisation de la société à celle de l'administration : le regard d'un acteur et témoin

Claude GILBERT (Directeur de Recherche, PACTE/CERAT-CNRS)

Risques, crises et science politique : l'évitement de la question du pouvoir ?

Mardi 28 septembre 2004

15h00-18 h00

Les nouveaux territoires des " sciences " de la décision

Quelles rivalités scientifiques accompagnent aujourd'hui l'éclatement de la notion de territoire ? C'est au bout du compte la question des appropriations savantes de la dimension spatiale de l'exercice du pouvoir politique qui se trouve ici posée. Une ligne de recherche d'autant plus importante que le rapport des politiques publiques à l'espace se modifie et ce dans toute l'Europe. Tant par l'objet des actions engagées que par leur forme ou leurs justifications. Existe-t-il pour autant une décentralisation des outils d'évaluation et d'expertise en la matière ? Les collectivités locales se sont-elles détachées du cadre des agences nationales qui en monopolisaient jusque là la production ?

Présidence : Pierre Favre, professeur de Science Politique, IEP de Grenoble

Gilles JEANNOT (chercheur LATTIS-CNRS, Paris)

Des technologies d'enquêtes participatives dans le développement rural

Anne-Cécile DOUILLET (Chercheuse PACTE/CERAT-CNRS)

Les sciences sociales, l'aménagement du territoire et les rapports centre/périphérie

Philippe VEITL, Maître de Conférences de Science Politique (PACTE-CERAT-CNRS, Grenoble)

La construction bureaucratique d'un regard savant sur les paysages

Alain FAURE (Chercheur PACTE/CERAT-CNRS)

La décentralisation en panne de controverses intellectuelle ?

Mercredi 29 septembre 2004

9h30-12h30

L'eupéanisation des expertises publiques

Que sait-on des conditions académiques de fabrication des modèles d'action publique ? Comment s'opèrent les recompositions au sein des instances communautaires (secrétariat général du Conseil de l'Union Européenne, Cellule prospective de la Commission de Bruxelles...), non pas du point des groupes professionnels impliqués ou des circuits de légitimation éprouvés mais bien des savoirs mobilisés et des réseaux scientifiques impliqués (revues, écoles, cadres de référence...) ? Autre interrogation : dans quelles conditions sont élaborées méthodes d'évaluation et programmations scientifiques dans les instances spécialisées de l'Union Européenne ?

Présidence : Yves Deloye, Professeur de Science Politique, Secrétaire général de l'AFSP

Véronique DIMIER (Professeur, Institut d'Etudes Européennes, Université Libre de Bruxelles)

L'institutionnalisation d'une science politique européenne : perspectives et enjeux

Jean-Louis QUERMONNE (Professeur émérite des IEP de Paris et de Grenoble)
Gouvernance et gouvernement : deux stratégies distinctes de politiques institutionnalisées

Pierre MULLER/Alexandra JONSSON (Directeur de Recherche, CEVIPOG-CNRS ; Doctorante IEP de Paris)
Le rôle de l'expertise dans l'élaboration des politiques publiques. Une dynamique européenne ?

Yves DEZALAY et Nicolas GUILHOT (Directeur de Recherche, Centre de Sociologie Européenne, CNRS, Chargé de Recherche, Centre de Sociologie Européenne, CNRS, Paris)
Qu'est-ce qu'un " savoir de gouvernement " global ?

Mercredi 29 septembre 2004

14h30-17h30

Sciences de gouvernement et acteurs sociaux

Si à tous les niveaux de l'action publique, l'État et les organisations publiques se sont engagés dans des modalités nouvelles d'action, modalités auxquelles les sciences sociales ont fourni référents et principes de légitimation, d'autres acteurs (groupes d'intérêt, associations humanitaires, confédérations syndicales, entrepreneurs de causes morales ou environnementales...) se sont imposés dans les arènes de délibération et de décision publiques. Comment se forment et se crédibilisent les savoirs mobilisés par ces groupements ? Quels répertoires d'action viennent-ils servir ?

Présidence : Michel Offerlé, Professeur de Science Politique à l'Université de Paris I (Panthéon-Sorbonne)

Odile JOIN-LAMBERT, Yves LOCHARD (Chercheurs à l'IRES-CNRS, Noisy-Le-Grand)
Quand les usagers s'organisent. Militants, " personnalités qualifiés " et savoirs à l'ADA 13 (années 1960-années 1990)

Isabelle DI TACCHIO (chercheuse au Centre d'Etudes et de Recherche sur le Droit et l'Administration Publique —CERDAP, Grenoble II)
Le rôle de l'IHESI dans le processus décisionnel de la sécurité intérieure

Jacqueline ESTADES, Elisabeth REMY (INRA/ESR Grenoble/INRA SAD-APT, Paris)
Les figures du " profane " dans l'évaluation des risques

Pascale LABORIER, Professeure de Science Politique (CURRAP-CNRS, Amiens)
Constitutions des "savoirs" et mobilisations de répertoires d'action dans les pratiques administratives : quelle méthodologie ?

Jean-Pierre GAUDIN et Laura MICHEL (IEP d'Aix-Marseille/CEPEL Montpellier)
Les sciences du débat public et la CNDP

Jeudi 30 septembre 2004

9h30-12h30

Les militantismes scientifiques

La pluralisation de l'action publique se traduit par une multiplication de revendications de scientificité. Un phénomène qui déborde les cadres traditionnels de l'expertise bureaucratique et oblige à reconsidérer le rôle des réformateurs de chaire (professeurs, comités de sages, conseils de prévisions). Signe qu'au cœur du débat sur les transformations des pratiques de gouvernement, la problématique de la certification scientifique ne se pose pas indépendamment, ou à côté, des mouvements sociaux mais à travers le jeu constant de leurs interactions.

Présidence : Martine Kaluszynski, Chargée de Recherche, Pacte-CERAT-CNRS, Grenoble

Bastien FRANCOIS (Professeur de Science Politique, Paris I, CRPS-CNRS)
Les conditions de l'expertise constitutionnelle sous la Ve République

Frédérique NIEL (Doctorante en science politique, CURRAP-CNRS, Amiens)
Observer, s'engager, militer dans l'Etat : les langues régionales à l'épreuve des mobilisations savantes

Delphine DESCHAUX (Doctorante, CERAT-CNRS, Grenoble)
Histoire organisationnelle et scientifique d'un laboratoire de recherche : le CERAT (1963-2003)

Vincent DUBOIS (Professeur de sociologie, Groupe de Sociologie Politique Européenne, IEP de Strasbourg)
La linguistique entre science étatique, retrait académique et mobilisations collectives. Les relations entre recherche scientifique et action publique sur la langue française depuis les années 1960

Yannick BARTHE, Chercheur PACTE-CERAT-CNRS, Grenoble
Comment traiter les "débordements" des sciences et des techniques ? Une brève histoire du "technology assessment"

Clôture du colloque.

Lieux des rencontres :

IEP de Grenoble, 1030 av. Centrale
Domaine Universitaire
38400 Saint-Martin d'Hères
Accès tramway B, arrêt Universités (terminus)
Informations-contacts scientifiques : Olivier.lhl@iep.upmf-grenoble.fr
Secrétariat : Hélène.Jacquemoud@iep.upmf-grenoble.fr
CERAT/IEP de Grenoble
BP 48
38 040 Grenoble Cedex 9
Tél : 04 76 82 60 11 / Fax : 04 76 82 60 70